



HAL
open science

La nouvelle articulation salaire, profit, rente dans le capitalisme cognitif

Carlo Vercellone

► **To cite this version:**

Carlo Vercellone. La nouvelle articulation salaire, profit, rente dans le capitalisme cognitif. *European Journal of Economic and Social Systems*, 2007, 20 (1), pp.45-64. 10.3166/ejess.20.45-64. halshs-00263830

HAL Id: halshs-00263830

<https://shs.hal.science/halshs-00263830>

Submitted on 4 Dec 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La nouvelle articulation salaire, profit, rente dans le capitalisme cognitif

Carlo Vercellone

Centre d'économie de la Sorbonne, UMR du CNRS 8174

Université Paris I-Panthéon Sorbonne

106-112, bld de l'Hôpital

F-75013 Paris

Carlo.Vercellone@univ-paris1.fr

RÉSUMÉ. Dans le passage au capitalisme cognitif, les transformations de l'organisation sociale de la production sont étroitement associées à celles de la répartition du revenu. Au centre de cette évolution se trouve le retour en force et la multiplication des formes de la rente. Cet article propose une lecture marxiste du sens et des enjeux de ces mutations. L'analyse s'articulera en deux parties. Dans la première partie, nous revenons tout d'abord sur la définition marxienne du salaire, de la rente et du profit. Puis nous portons notre attention sur certains développements de Marx dans le Livre III du Capital lorsqu'il ébauche une théorie du devenir rente du capital, théorie qui peut être mise en relation et donner un éclairage nouveau à l'actualité de l'hypothèse du general intellect. Sur cette base théorique, dans la deuxième partie, nous développons une analyse des transformations du rapport capital-travail qui, dans la transition du capitalisme industriel vers le capitalisme cognitif, ont conduit à la fois à une montée en puissance de la rente et à un effrètement de la distinction entre rente et profit.

ABSTRACT. In the transition toward a cognitive capitalism, the transformations of the social organisation of production are strictly connected to those of income distribution. This evolution is deeply characterised by the re-emerging of the rent under different forms. The aim of this article is to provide a Marxist interpretation of these mutations and their social and economic implications. The analysis is organised in two parts. First, the Marxian definition of wage, rent and profit is revisited. Doing so, we revert to the insights given by Marx himself in the Third Book of Capital, where he shows how profit could become rent. This approach can be useful linked to the hypothesis of general intellect in order to better understand the rising of the new form of capitalism. Secondly, starting from this theoretical framework, we analyse the transformation of capital-labour relation during the transition towards a cognitive capitalism and the effective importance of the rent and the more and more blurred boundaries between rent and profit.

MOTS-CLÉS : répartition du revenu, salaire, rente, profit, general intellect, capitalisme cognitif.

KEYWORDS: Income Distribution, Wage, Rent, Profit, General Intellect, Cognitive Capitalism.

DOI:10.3166/EJESS.20.45-64 © 2007 Lavoisier, Paris

1. Introduction

La mutation actuelle du capitalisme est marquée par un retour en force et une multiplication des formes de la rente qui va de pair avec un bouleversement plus général des rapports entre rente, salaire et profit. Cependant, cette évolution donne lieu à des interprétations très différentes autant d'un point de vue théorique que de leurs implications politiques.

En particulier, selon une approche très répandue y compris au sein des théories marxistes et qui plonge ses racines dans l'économie politique ricardienne, la rente est appréhendée comme un héritage précapitaliste et une entrave à la dynamique progressive de l'accumulation du capital. Sur cette base, l'on considère que le véritable capitalisme, le capitalisme pur, le capitalisme efficace, serait un capitalisme sans rente.

Une vision semblable, remplaçant le rôle clé de la rente terrienne par celui de la rente financière, est aujourd'hui proposée pour interpréter la crise du mode de régulation fordiste ainsi que l'atonie de la croissance qui caractérise depuis les années 1980 l'Union européenne. Pour cette analyse, le sens et l'enjeu de la crise actuelle se trouverait dans le conflit entre la vocation rentière du capitalisme financier et le « bon » capitalisme productif porteur, lui, d'une logique d'accumulation favorable à la croissance de la production et de l'emploi.

De cette interprétation résulte parfois, comme le suggère l'analyse de nombre d'économistes de la gauche travailliste en France et Italie, la proposition d'une sorte de compromis néo-ricardien entre salariat et capital productif contre le pouvoir de la finance. Ce compromis est censé permettre de rétablir l'hégémonie du capitalisme managérial de l'époque fordiste et, avec lui, les conditions d'une croissance proche du plein emploi, et cela dans un contexte de substantielle continuité avec les modalités fordistes d'organisation du travail et de régulation du rapport salarial¹.

1. Emblématique de cette position est la thèse défendue par Hoang-Ngoc et Tinel (2003). Selon ces économistes la finance aurait joué un rôle premier et en grande partie exogène au rapport salarial dans les changements institutionnels de ces deux dernières décennies. Il en résulte que « d'un point de vue positif, l'hypothèse de la crise du fordisme est peut-être à relativiser. Le cœur des mutations propres aux vingt dernières années se situe moins dans le rapport salarial que dans le rapport financier où les actionnaires ont durci leurs normes de contrôle résiduel » (*ibid*, p. 4). En somme, c'est un changement des rapports de forces internes aux différentes fractions du capital et du capital financier avec l'Etat qui aurait induit, « dans un deuxième temps seulement, la redéfinition des normes dans les rapports salarial » (*ibidem*), et ce dans un contexte de continuité substantielle par rapport aux formes fordistes - industrielles de la division du travail et de la soumission du travail au capital.

Cette grille de lecture nous semble erronée à un double titre :

– elle se méprend sur le statut de la rente dans le capitalisme en la jugeant comme une catégorie extérieure par rapport à la dynamique du capital et opposée à la catégorie du profit ;

– la dénonciation du retour en force et des effets pervers de la rente est déconnectée de toute analyse des transformations sous-jacentes qui, à la suite de la crise du fordisme, sont intervenues dans les formes de la division du travail et du rapport capital-travail. Des transformations qui, comme nous le verrons, ont déterminé l'épuisement de la logique industrielle à la base des approches d'inspiration néo-ricardiennes ou ricardiano-marxistes et conduit à une vocation rentière de plus en plus prononcée du capital productif lui-même.

Par rapport à cette interprétation, la thèse que l'on entend défendre dans cet article est tout autre et peut être exprimée à travers deux propositions principales :

1) la rente capitaliste, à partir de sa formation historique avec le processus des *enclosures*, est l'autre face du commun. Elle est le résultat d'un processus d'expropriation qui constitue le point de départ et un élément essentiel de la reproduction du capitalisme dans le temps et dans l'espace ;

2) la rente représente, à notre avis, non seulement le point de départ, mais aussi le devenir du capitalisme contemporain. Pourquoi le devenir ? Parce-que dans un contexte où la loi de la valeur temps de travail entre en crise et où la coopération du travail apparaît de plus en plus autonome des fonctions de direction du capital, ce sont les frontières même entre rente et profit qui s'effritent.

En somme, à la suite de la crise de la soumission réelle, le profit, comme la rente, tend à se présenter de plus en plus comme un pur rapport de distribution dissociée, dans la plupart des cas, de toute fonction positive dans l'organisation de la production et la croissance de la richesse. En même temps, le cycle unifié du capitalisme industriel sous l'hégémonie du capital productif entre en crise² et nous assistons au retour en force d'une logique marchande et financière qui n'est pas sans rappeler celle du capitalisme préindustriel et de la soumission formelle du travail au capital.

Pour étayer cette thèse, cet article s'articulera en deux parties.

Dans la première, nous effectuons un retour sur la définition des catégories de salaire, rente et profit. Dans cette réflexion, nous insistons, tant d'un point de vue théorique qu'historique, sur les frontières floues et mouvantes qui séparent la catégorie de la rente de celle du profit.

Dans la seconde partie, nous proposons une grille de lecture synthétique des transformations du rapport capital-travail qui, dans la transition du capitalisme industriel vers le capitalisme cognitif, ont conduit à la fois à une montée en puissance de la rente et à un effritement de la distinction entre rente et profit.

2. Sur ce point voir aussi Chesnais (1994, p. 34-35 et p. 265-266).

2. La répartition du revenu entre théorie et histoire

Salaire, rente et profit sont, au sens de Marx, les trois grandes catégories de la répartition du revenu qui surgissent des rapports de production capitalistes et comme ceux-ci ont un caractère historique. C'est en adoptant cette démarche combinant théorie et histoire que nous allons essayer de livrer quelques outils conceptuels pour comprendre la mutation de l'articulation salaire, profit et rente dans le capitalisme contemporain en nous attardant surtout sur cette dernière catégorie.

2.1. Salaire, rente et profit : quelques définitions

D'un point de vue logique commençons donc par le salaire. Pourquoi ? Pour la simple raison que dans le capitalisme, le salaire désigne la rémunération du travail productif, où par ce concept Marx désigne le travail qui produit la plus-value, cette dernière étant à l'origine aussi bien de la formation des profits que des rentes. Précisons aussi, comme le faisait déjà remarquer Marx (y compris pour la fabrique), que cette plus-value ne doit pas être pensée comme la simple somme du surtravail individuel de chaque salarié, mais aussi comme l'appropriation gratuite du surcroît de production engendré par la coopération sociale du travail³. Cet élément sera essentiel pour la suite de l'analyse. Il s'avère en fait crucial pour repenser les concepts de salaire, de travail productif et d'exploitation, dans un contexte où cette coopération n'est plus enfermée à l'intérieur de l'usine mais s'étend d'emblée à l'ensemble de la société, tout en s'organisant de manière de plus en plus autonome par rapport au capital.

Après le salaire, passons donc aux catégories du revenu qui s'approprient le produit de ce surtravail, c'est-à-dire à la rente et au profit.

Le concept de rente, à un niveau théorique, est très complexe.

Nous proposons de le définir à partir *de trois éléments* étroitement associés qui permettent de prendre en compte à la fois son rôle dans la reproduction des rapports de production et dans les rapports de répartition qui en sont l'autre face⁴.

Le premier élément, du point de vue des rapports de production, permet de caractériser la genèse et l'essence de la rente capitaliste comme le résultat d'un processus d'expropriation des conditions sociales de la production et de la

3. Sur ce point, cf. notamment K. Marx (1963), *Le Capital*, Livre I, p. 872 et s.

4. Ce sont en fait les rapports de production qui déterminent les rapports de répartition. Ainsi, comme le souligne Marx, par exemple, « Le salaire et le profit supposent l'un, le travail salarié, l'autre, le capital. Ces formes de distribution supposent donc des conditions de production ayant des caractères sociaux déterminés, et des relations sociales déterminées entre les agents de la production. En bref, le système spécifique de distribution n'est que l'expression du système de production historiquement déterminé », (Marx, 1968, *Le Capital*, Livre III, p. 1481).

reproduction. La formation de la moderne rente foncière coïncide en fait avec le processus des *enclosures*, avec cette première expropriation du commun qui fut la condition préalable de la transformation de la terre et de la force de travail en marchandises fictives⁵.

De ce premier constat, nous pouvons dégager un enseignement théorique majeur.

L'importance variable de la place de la rente dans l'histoire du capitalisme est étroitement liée à ce que, à la suite de Karl Polanyi (1983), on peut qualifier comme l'alternance historique de phases de désocialisation, de resocialisation puis de nouvelle désocialisation de l'économie.

Ainsi, comme pour la rente foncière à l'époque de l'accumulation primitive, les différentes formes prises par la rente au cours de l'histoire du capitalisme portent toujours de manière privilégiée sur la privatisation des conditions sociales de la production et la transformation du commun en marchandise fictive. Nous avons là le trait d'union qui englobe dans une logique unique les premières *enclosures* portant sur la terre et les « nouvelles *enclosures* » portant sur le savoir et le vivant. Une analogie semblable peut être établie entre le rôle de la dette publique durant la première phase de l'accumulation primitive du capital, à l'âge du capitalisme mercantiliste, et le rôle majeur que, dans la conjoncture historique actuelle, la privatisation de la monnaie et de la dette publique ont joué dans l'essor de la rente financière et la déstabilisation des institutions du *Welfare State*.

Le deuxième élément qui permet de caractériser la rente est le suivant : les ressources sur lesquelles porte le prélèvement rentier tendent en général à ne pas augmenter avec le niveau plus élevé de la rente. Ce qui est vrai est plutôt le contraire. Autrement dit, pour reprendre une définition de Claudio Napoleoni la rente est « le revenu que le propriétaire de certains biens perçoit en conséquence du fait que ces biens sont ou sont rendus disponibles en quantité insuffisante. Cette rareté doit être comprise dans l'une de deux significations suivantes : 1) les biens en questions appartiennent à la catégorie des agents naturels disponibles en quantité limités et inférieur aux besoins ; 2) les biens en question sont rendus disponibles par ceux qui les détiennent dans une quantité inférieure à la demande qui se manifesterait avec des prix correspondants à leurs coûts de production » (Napoleoni, 1956).

La rente est en somme liée à une rareté naturelle ou le plus souvent artificielle d'une ressource, c'est-à-dire à une logique de raréfaction de cette ressource, comme dans le cas d'une position de monopole. De cette manière, l'existence de la rente repose sur des formes de propriété et de position de force de type monopolistique qui permettent de créer une rareté et d'imposer des prix plus élevés que ceux

5. Le rôle des *enclosures* dans le processus d'expropriation de la population rurale est analysé par Marx dans la huitième section du Livre I du *Capital* consacré à *l'accumulation primitive*. Sur l'interprétation marxienne de la genèse et de la nature de la rente comme produit de l'expropriation du commun et de l'affirmation des conditions de la production capitaliste ; cf. K. Marx (1963a et 1968).

justifiés par leurs coûts de production, et cela grâce notamment à des artefacts institutionnels comme le montre, par exemple, aujourd’hui la politique de renforcement de droits de propriété intellectuels.

Enfin, et c’est *le troisième élément*, la rente capitaliste (contrairement à la rente féodale) peut être caractérisée, comme un *rapport pur de distribution*⁶ étant donné qu’elle n’accomplit plus aucune « fonction ou du moins aucune fonction normale dans le procès de production » (Marx, 1968, *Le Capital*, Livre III, p. 1481).

En somme, la rente se présente comme une créance ou un droit de propriété sur des ressources matérielles et immatérielles donnant droit à un prélèvement sur la *valeur à partir d’une position d’extériorité à la production*.

Sur ces bases, passons à présent au profit et aux critères qui permettent de le distinguer de la rente, des critères qui sont, à bien des égards, beaucoup moins évidents, que ce que l’on pense habituellement.

Dans ce but, il est utile de repartir de l’exemple de la rente foncière qui est la rémunération du propriétaire terrien pour l’utilisation des terres dont il est le propriétaire. En ce sens, selon la conception héritée des classiques, la rente peut être considérée comme *ce qui reste après qu’ont été rémunérés tous ceux qui contribuent à la production*.

Notons alors qu’à partir de cette conception tout dépend de la manière dont on entend « contribution à la production » et « qui contribue à la production ». Ainsi, si l’on accepte la définition classique du profit, le profit est la rémunération du capital et consiste à obtenir un revenu proportionnel à la masse des *capitaux* engagés dans la production. En tant que tel – et Smith lui-même soulignait déjà ce point – le profit n’a donc rien à voir avec la rétribution des fonctions de coordination et de surveillance de la production éventuellement effectuées par l’entrepreneur ou le dirigeant d’entreprise. Sur cette base, on pourrait considérer que la rémunération du capital est aussi une rente, au même titre que la rémunération de la terre, puisque le propriétaire du capital peut très bien se contenter de fournir les moyens de production sans le mettre en œuvre lui-même. C’est aussi pourquoi la théorie du libéralisme économique, en réaction aux apories de la théorie classique et à la critique marxienne de l’économie politique, va être marquée par la tentative d’une refonte radicale de la théorie de la valeur et de la répartition qui vise à nier l’existence de tout rapport d’exploitation et à rejeter l’assimilation du profit à un prélèvement rentier (cf. encadré ci-après).

6. Sur la caractérisation de la rente voir aussi Guibert (1988).

Rentre et profit dans les théories néoclassiques

Cette tentative de refonte de la théorie de la valeur et de la répartition trouve un tournant clé dans la deuxième moitié du XIX^e siècle avec la révolution marginaliste et l'élaboration des théories néoclassiques. Dans cette démarche, les théoriciens de la révolution marginaliste renouent, au sens de Marx, avec l'approche de *l'économie vulgaire* propre, par exemple, à J.-B. Say. Deux volets principaux de cette approche méritent ici d'être rappelés. D'une part, les néoclassiques ne considèrent plus les revenus des capitalistes et des propriétaires fonciers comme des prélèvements sur la valeur créée par le travail. Ils appréhendent ces revenus, au même titre que le salaire, comme étant engendrés par des facteurs de productions, *i.e.*, comme la rémunération des services producteurs du capital et de la terre. Nous avons là, l'aboutissement d'une représentation fétichisée des rapports de production et de répartition capitalistes qui mène à la personnification des choses et à la réification des rapports sociaux de production. Notons par ailleurs que c'est justement dans ce processus de réification faisant du capital une chose et non un rapport de production, que se trouve, à notre sens, l'origine des problèmes théoriques insolubles de la théorie néoclassique concernant la mesure du capital et la fonction de production agrégée et qui ont été au cœur de la controverse entre les deux Cambridge. D'autre part, la démarche néoclassique, non sans contradictions, finira par nier la catégorie même du profit en tant que catégorie permanente du système capitaliste et/ou à la justifier comme la rémunération d'une faculté entrepreneuriale particulière (par exemple, la capacité d'innovation, la prime pour le risque, ou encore la capacité d'organisation et de direction, chez Marshall) déconnectée de la propriété des moyens de production. La rémunération du capital en tant que tel, *du capital tout seul*, pour reprendre l'expression de Marshall (1971, p. 380), n'est plus le profit mais l'intérêt. Ce dernier rémunère donc le propriétaire du capital d'une manière en tout point semblable à celle qui fonctionne pour le propriétaire de la terre. Ainsi, en utilisant les catégories même des néoclassiques et dès lors que l'on creuse les apparences, il devient difficile de distinguer la rémunération du capital du parasitisme propre à la rente (à moins de mobiliser des arguments aussi faibles que ceux relatifs à une prétendue rémunération de l'attente et/ou de l'abstinence). Preuve en est par ailleurs la manière dont chez J.B. Clark (1965) la rente de la terre doit être explicitement considérée comme confondue avec l'intérêt.

Dans l'approche de l'équilibre général la figure de l'entrepreneur et la catégorie du profit prennent une forme encore plus paradoxale. Comme le remarque bien Valier (2005) l'entrepreneur devient en fait une figure mystérieuse. Ni capitaliste, ni salarié, l'entrepreneur ne possède pas de capital. Il se présente comme un pur intermédiaire situé à mi-distance entre capital et travail, dont il achète et combine les services productifs. L'entrepreneur ainsi que la source potentielle du profit se détachent comme par magie de la relation capital-travail. De plus, dans l'approche de l'équilibre général, le profit à

l'équilibre est nul et l'entrepreneur ne fait ni bénéfices, ni pertes. En somme, il est le seul agent économique qui, bien que motivé par la recherche du profit, ne parvient pas à réaliser sa fonction-objectif, en sacrifiant inconsciemment son intérêt particulier à la réalisation de l'*intérêt général*. Nous avons là une vision dont la visée apologétique va de pair avec l'irréalisme évident des hypothèses. Somme toute, nous pouvons affirmer que dans les élaborations néo-classiques de la théorie de la répartition, la catégorie du profit perd la précision et le réalisme théorique qui caractérisait l'approche des classiques et de Marx. Décomposée dans de multiples sous-catégories, comme l'intérêt pour le capital investi, le salaire de direction, la prime pour le risque ou l'innovation, etc., c'est la notion même de profit qui finit par être effacée en tant que catégorie autonome et structurante de la dynamique du capitalisme. En même temps, la tentative de légitimer le profit en l'associant à une fonction entrepreneuriale opposée au parasitisme de la rente se solde, elle aussi, par une impasse. Que reste-t-il en fait du profit (comme catégorie agrégée) dès lors que l'entrepreneur ne joue plus aucun rôle décisif ni comme agent de l'organisation sociale de la production ni dans le processus d'innovation et de croissance ? Il ne reste que l'intérêt, c'est-à-dire l'aveu implicite du fait qu'en dernière instance la rémunération du capital repose, comme la rente, sur un prélèvement sur la valeur effectué à partir d'une position d'extériorité à la production.

Nous ne pouvons ici nous attarder sur ce débat, mais les deux arguments les plus sérieux avancés dans la littérature économique pour opérer une distinction claire entre rente et profit nous semblent être les suivants :

i) le premier concerne le caractère interne du capital au processus de production en tant que condition nécessaire de la direction et de l'organisation du travail. Cette intériorité repose soit sur la correspondance de la figure du capitaliste et de celle de l'entrepreneur, soit sur une logique managériale incarnant le capital productif et jouant un rôle clé dans la gestion de la production, l'innovation et l'expansion des capacités productives. Dans les deux cas, l'intériorité du capital suppose une opposition nette entre travail de conception (attribut du capital ou de ses fonctionnaires) et travail d'exécution banalisé (attribut du travail) ;

ii) le deuxième argument est le suivant : le profit, contrairement à la rente, est censé être pour l'essentiel réinvesti dans la production et jouer un rôle positif dans le développement des forces productives et la lutte contre la rareté⁷.

Cependant, comme on le verra, la réalisation de ces deux conditions de la distinction, voire de l'opposition rente-profit, n'a été que le produit transitoire d'une époque du capitalisme, celle du capitalisme industriel. Plus précisément, elles ne se réalisent pleinement qu'à l'âge d'or de la croissance fordiste durant laquelle aussi bien la logique de la soumission réelle du travail au capital que celle de la

7. Il s'agit de ce que K. Marx, dans de nombreux passages, considérait comme *le rôle historique du capital*. Pour une présentation et une discussion de ce point très controversé de l'analyse de Marx voir aussi Napoleoni (1962).

production de masse, trouvent leur aboutissement. Ces frontières vont en revanche de plus en plus s'estomper dans le capitalisme cognitif.

Mais avant de développer ce volet de notre analyse dans la deuxième partie de cet article, il est utile de faire encore un petit détour théorique à travers Marx, lorsque dans le Livre III du *Capital* il ébauche l'hypothèse du capital rente.

2.2. Du Livre III du Capital au general intellect : l'hypothèse du capital-rente chez Marx

Marx, dans plusieurs écrits, semble en fait partager les deux critères, décrits précédemment, de distinction entre rente et profit, et cela pour deux raisons principales :

a) la première est que Marx, comme les économistes classiques, dans l'analyse du capital en général (Livre I et II), semble supposer qu'en général le capitaliste industriel possède son capital et dirige lui-même son entreprise, ce qui était par ailleurs le cas le plus fréquent à l'époque de la rédaction du *Capital*. Le capitaliste industriel peut ainsi apparaître comme une figure opposée à celle du rentier, dans la mesure où il est directement insérée dans un rapport de production et investit pour développer les forces productives (et diminuer la rareté du capital) ;

b) la deuxième raison, la plus importante, est que Marx raisonne dans le cadre de la tendance à la soumission réelle dans laquelle, pour utiliser ses propres termes, les fonctions purement despotiques et les fonctions objectives d'organisation capitaliste de la production semblent se confondre. Cette convergence dépend de la manière dont l'incorporation de la science au capital fixe et la séparation du travail de conception et d'exécution semblent donner à la direction du capital un fondement objectif, inscrit dans la matérialité même des forces productives.

C'est pourquoi Marx affirme que « capitaliste et travailleur salarié sont les deux seuls agents de la production » alors que « le propriétaire foncier, agent essentiel de la production dans le monde antique et médiéval, est dans le monde industriel, une excroissance inutile » (Marx, 1975, p. 42).

Néanmoins, Marx dans le Livre III, en développant son analyse du capital porteur d'intérêt et du profit d'entrepreneur, remet en cause les termes de l'opposition profit/rente mais aussi ceux de l'identification de la catégorie de la rente à la seule propriété foncière. Marx pousse son raisonnement plus loin et par un *passage à la limite* envisage le devenir rentier du profit et de la propriété du capital eux-mêmes. Pour ce faire, il introduit tout d'abord la distinction conceptuelle entre deux déterminations du capital, la propriété et la fonction, distinction qui renvoie à celle entre l'intérêt comme revenu de la propriété du capital et le profit actif d'entrepreneur qui dirige la production.

Sur cette base, il développe alors deux hypothèses complémentaires.

La première concerne la manière dont la tendance au développement du crédit et des sociétés par action allait conduire à une séparation de plus en plus poussée de la propriété et de la gestion du capital. De cette façon, selon Marx, la propriété du capital allait suivre un destin semblable à celui de la rente foncière dans le passage de la féodalité au capitalisme : c'est dire qu'elle s'extériorise par rapport à la sphère productive et, comme la propriété foncière, la propriété du capital prélève la plus-value sans n'exercer plus directement aucune fonction dans la mise en œuvre de l'organisation du travail. Ainsi « subsiste le fonctionnaire et le capitaliste disparaît du procès de production comme une personne superflue » (Marx, 1968, *Le Capital*, Livre III, p. 1449). Marx oppose ainsi le caractère passif du capital propriété au caractère actif du capital fonction qui, à la suite de la scission de la propriété et de la gestion, s'incarne de plus en plus dans la figure des managers, figure dans laquelle la fonction de direction et d'exploitation du travail prend la fausse apparence d'un salaire versés pour l'exercice de tâches de conception et d'organisation de la production.

Nous avons là, chez Marx, une analyse qui sur bien des aspects anticipe celle que Keynes développera durant la grande crise des années 1930. Nous songeons aux passages de la *Théorie Générale* où Keynes oppose la figure de l'entrepreneur à celle du spéculateur et étend explicitement le concept de rente à la propriété du capital lui-même. Sur cette base, Keynes, préconisera par ailleurs « l'euthanasie du rentier et par suite la disparition progressive du pouvoir oppressif additionnel qu'a le capitaliste d'exploiter la valeur conférée au capital par sa rareté. En fait, précise Keynes, « L'intérêt ne rémunère aujourd'hui aucun sacrifice véritable pas plus que la rente du sol » (Keynes, 1968, p. 369).

Mais, dans le Livre III, Marx allait plus loin que Keynes lorsqu'il évoquait une situation où le caractère rentier et parasitaire du capital se trouvait associé au capital productif lui-même.

La deuxième hypothèse concerne en fait une évolution du rapport capital/travail dans lequel l'extériorité de la propriété du capital par rapport à la production va de pair avec une crise de la logique de la soumission réelle du travail au capital. Cette crise est liée à un processus ouvrier de réappropriation des savoirs grâce auquel le travailleur collectif peut aspirer à l'autogestion de la production. Dans ce cadre, nous dit en substance Marx, les fonctions de coordination de la production du manager, du fonctionnaire du capital, deviennent elles aussi *superflues*. Elles apparaissent désormais comme purement despotiques face à une coopération productive du travail qui peut s'organiser de manière autonome par rapport au capital. Et à ce sujet, Marx citait de manière significative un passage de Hodgskin où cet auteur – qui aura une influence fondamentale pour l'élaboration de l'hypothèse du *general intellect* – évoquait de quelle manière « les grands progrès de l'instruction parmi les travailleurs industriels » allaient rendre de plus en plus caduques les fonctions

managériales et intellectuelles exercées par les fonctionnaires du capital (Marx, 1968, *Le Capital*, Livre III, p. 1149-1150).

En fait, pour conclure ce détour par Marx, notons que cette théorie du capital-rente à peine ébauchée dans le Livre III, acquiert encore plus de force et de pertinence théorique et historique dès lors que nous l'articulons à la thèse du *general Intellect*, et cela pour deux raisons principales :

– face à l'émergence d'une intellectualité diffuse la thèse (hodgskinienne) de l'improductivité du capital devient un attribut de l'ensemble des fonctions du capital (propriété et direction). Dans ce cadre, comme l'affirme Marx dans un passage percutant du Livre III, tombe alors « le dernier prétexte pour confondre salaire de direction et profit d'entreprise et le profit s'est révélé dans la pratique tel qu'il était incontestablement en théorie : comme simple plus-value, comme valeur pour laquelle aucun équivalent n'est payé, comme travail gratuit matérialisé », (*ibidem*, p. 1150). En somme, le profit surgit d'une simple appropriation de travail gratuit opérée, comme pour la rente, sans jouer plus aucune fonction réelle dans le processus de production ;

– dans une économie fondée sur le rôle moteur du savoir, la loi de la valeur fondée sur le temps de travail entre en crise. L'une des implications de cette crise est que dans la mesure où le temps de travail direct nécessaire à la production est désormais très faible, cela risquerait de conduire à une réduction drastique de la valeur monétaire de la production et donc des profits qui leur sont associés. Il en résulte que le capital dans la tentative de maintenir en vigueur de manière forcée la primauté de la valeur d'échange et sauvegarder les profits, va être conduit à développer des mécanismes rentiers de raréfaction de l'offre.

Finalement, avec une capacité d'anticipation extraordinaire, l'articulation de l'analyse du Livre III et celle des *Grundrisse*⁸, montre, tant du point de vue des conditions objectives que de celles subjectives de la production, l'inéluctable devenir rente du capital.

Mais Marx n'effectue pas lui-même ce rapprochement car à son époque ces hypothèses n'avaient que le statut d'une potentialité à venir, d'une tendance située dans la longue période. Et à juste titre. Après sa mort, malgré les turbulences et l'expansion de la rente financière qui caractérisent la période historique entre la grande dépression de la fin du XIX^e siècle et la crise des années 1930, l'univers dans lequel va se développer le capitalisme industriel demeure encore bel et bien celui de l'approfondissement de la soumission réelle.

8. Pour une présentation plus approfondie de l'hypothèse marxienne du *general intellect* et de son actualité, je me permets de renvoyer le lecteur à Vercellone (2007).

3. Du capitalisme industriel au capitalisme cognitif

Sur ces bases, passons à présent à l'analyse de la mutation de l'articulation salaire, rente et profit dans le passage historique du capitalisme industriel au capitalisme cognitif.

3.1. *La marginalisation de la rente dans le fordisme*

Après la crise de 1929, dans l'après-guerre nous assistons à une marginalisation progressive de la rente et à l'hégémonie d'un capitalisme industriel directement impliqué dans la création de la plus-value. Quatre facteurs essentiels expliquent cette marginalisation de la rente à l'âge d'or de la croissance fordiste :

– toute une série de dispositifs institutionnels relatifs à la réglementation de marché financiers, à l'impôt progressif sur le revenu et à la régulation de l'offre de monnaie limitent le pouvoir de la propriété patrimoniale, tout en favorisant un processus inflationniste et des taux d'intérêt réels très faibles et parfois négatifs ;

– le développement des institutions du *Welfare* permet de socialiser les conditions de la reproduction de la force de travail tout en soustrayant à la logique de la valorisation du capital et au pouvoir de la finance une masse croissante de revenus ;

– dans les grandes firmes motrices de la production en série, le développement des principes tayloriens et fordistes de l'organisation du travail conduit à son achèvement la tendance à la séparation entre travail de conception et travail d'exécution. Sur cette base peut alors s'asseoir, au sens de Galbraith, l'hégémonie d'un capitalisme managérial. Nous entendons par là, le pouvoir d'une technostructure qui tire pour l'essentiel sa légitimité de son rôle dans la programmation de l'innovation et dans l'organisation de la production (autour des bureaux des méthodes et des laboratoires de R&D). Il en résulte une logique gestionnaire qui relègue dans une position de second rang les intérêts des actionnaires et d'autres modalités « non productives » de valorisation du capital ;

– enfin, en cohérence avec une logique d'accumulation centrée sur le capital fixe, le rôle des droits de propriété intellectuelle se trouve fortement limité (Lebert et Vercellone, 2004 ; Vercellone 2004).

Dans ce cadre, la répartition du revenu va ainsi se concentrer autour du conflit entre salaire et profit, et plus précisément entre profit d'entreprise et une dynamique salariale qui, bien que de plus en plus socialisée, trouve son impulsion première dans les grandes entreprises fordistes.

La place de la rente, elle, semble reléguée dans un rôle secondaire et concerner pour l'essentiel l'expansion du *tribut foncier* liée à l'urbanisation, et cela quasiment dans une logique d'opposition au profit.

Preuve en est, à titre d'exemple, la proposition développée au début des années 1970, par Agnelli, d'une alliance néo-ricardienne entre patronat et syndicat contre la rente urbaine, responsable, selon lui, de l'inflation des revendications salariales de *l'Autunno Caldo*.

3.2. Retour en force et rôle de la rente dans le capitalisme cognitif

Cette configuration va pourtant être bouleversée à la suite de la crise sociale du modèle fordiste et de l'essor du capitalisme cognitif. Nous assistons aujourd'hui à la fois à une multiplication des formes de la rente et à un brouillage des frontières entre rente et profit. En fait, dans le nouveau capitalisme, le profit repose de plus en plus sur deux mécanismes relatifs à ce que, à la suite de J.M. Chevalier (1977), nous pourrions ranger dans les modalités de la « valorisation improductive du capital ».

Le premier de ces mécanismes concerne le rôle central de différentes formes de droits de propriété (de la propriété actionnariale aux brevets) et de créances qui constituent autant de droits au prélèvement d'une partie de la valeur créée et à créer, à partir d'une position d'extériorité à la production.

Le deuxième a trait à la manière dont le commandement direct sur le procès de production tend à être de plus en plus remplacé par le commandement sur le marché. Cette évolution repose notamment sur la capacité des grandes firmes réseaux de s'approprier de la valeur créée à l'extérieur par des petites entreprises, par des laboratoires de recherche publics ou encore par des réseaux de travailleurs indépendants en s'imposant comme un intermédiaire entre travail et marché, selon une logique qui n'est pas sans rappeler celle du *putting-out system*⁹.

Plus fondamentalement encore, cette extériorisation du capital par rapport à la production concerne aussi bien l'organisation du travail à l'intérieur des firmes que leur rapport avec l'extérieur. Deux tendances lourdes vont dans le sens de cette thèse.

D'une part, la principale source de la valeur réside désormais dans la créativité, la polyvalence et la force d'invention des salariés et non dans le capital fixe et le travail d'exécution routinier. Dans la mesure où la coopération du travail a de moins en moins besoin des fonctions de direction du capital, les bureaux des méthodes disparaissent ou deviennent l'avatar d'une époque révolue. Aussi, le capital est-il acculé à reconnaître au travail une autonomie croissante dans l'organisation de la production, même si cette autonomie ne concerne que le choix relatif au mode d'atteindre des objectifs hétéro-déterminés. La logique taylorienne de la prescription des tâches cède ainsi la place à la logique cognitive d'obligation du résultat. Dans ce cadre, nous pouvons affirmer que la soumission du travail au capital est, pour

9. Pour une illustration des mécanismes et de l'importance de ce phénomène cf. Chesnais (1994). Cf. aussi l'article d'Ardivison dans ce numéro, pour ce qui concerne le cas de l'industrie publicitaire.

l'essentiel, à nouveau formelle. De la double fonction de direction capitaliste du processus de production, au sens de Marx, c'est-à-dire celle objective concernant son organisation d'une part, et celle despotique, concernant l'extraction du surtravail, d'autre part, ne reste que la seconde¹⁰. En somme, dans un nombre important de cas, la valorisation productive du capital au sein des entreprises ne repose plus sur un rôle effectif de ce dernier dans la planification de l'organisation du travail. Elle dépend principalement d'un pouvoir monétaire de commandement sur le travail et, de ce point de vue aussi, les frontières entre rente et profit deviennent de plus en plus floues.

D'autre part, dans le capitalisme cognitif, contrairement au modèle smithien-industriel fondé sur la centralité de la division technique du travail au sein des fabriques, la source de la « richesse des nations » repose de plus en plus sur une coopération productive qui se développe en dehors des enceintes des entreprises. La compétitivité des firmes dépend en fait toujours davantage non des économies *internes*, mais des économies *externes*, c'est-à-dire de la capacité de capter le surplus de productivité provenant des ressources cognitives et de la coopération sociale du travail sur un territoire. A une échelle historique inédite, il s'agit de ce que Marshall lui-même qualifiait de rente, pour bien distinguer ce « don gratuit » résultant du « progrès général de la société » des sources normales du profit. (Marshall, 1971, p. 146)¹¹. En somme, le capital s'accapare gratuitement les bénéfices du savoir collectif de la société comme s'il s'agissait d'un « don de la nature » et cette partie de la plus-value est en tout point comparable à la rente différentielle dont bénéficie les propriétaires des terres les plus fertiles.

10. Il faut rappeler que cette double face de la fonction de direction capitaliste résulte selon Marx, de la dualité même du *processus capitaliste de production*. Sur ce point cf. K. Marx (1963), *Le Capital*, Livre I, p. 870-871. Le processus de production est, selon Marx, l'unité contradictoire entre d'une part le *procès de travail* finalisé à la fabrication de valeurs d'usage et d'autre part le *procès de valorisation* finalisé, lui, à la fabrication de marchandises au moyen de l'exploitation du travail salarié. Dans le capitalisme industriel et de la soumission réelle, c'était le fait d'assurer *simultanément* ces deux fonctions, en se présentant aussi comme une condition objective et nécessaire de la direction du *procès de travail*, qui faisait du capitaliste un *agent de la production*. C'est aussi pourquoi le profit pouvait apparaître comme une catégorie de la répartition interne au procès de production, contrairement à la rente, considérée, elle, comme un *pur rapport de distribution*. Le fondement de cette distinction entre rente et profit s'effrite pourtant dès lors que le capital ne parvient plus à assumer simultanément ces deux fonctions.

11. Plus précisément, selon Marshall, cette catégorie de rente « comprend ces revenus, ou plutôt ces portions de revenu qui sont le résultat du progrès général de la société, plutôt que le résultat direct de l'emploi de capital et de travail par des individus dans le but d'en retirer un bénéfice » (Marshall, 1971, p. 146).

De cette analyse, nous pouvons déjà dégager deux conclusions :

La première est que le concept même de travail productif et donc de salaire devrait être repensé en intégrant tout un ensemble de temporalités et d'activités qui excèdent le temps officiel de travail exécuté à l'intérieur des entreprises.

La seconde est que les grandes firmes semblent aujourd'hui se soucier essentiellement de leur architecture financière et finissent par s'occuper de tout sauf d'organiser directement la production. En somme, pour reprendre une expression prophétique de Veblen *la grande entreprise est devenue aujourd'hui un lieu d'affaire, pas de création industrielle* (cité par Boutillier et Uzundis, 1995, p. 41), et, à ce niveau, le profit même d'entreprise pourrait être assimilé de plus en plus à une rente.

A ce stade de notre réflexion, pour mieux comprendre la dynamique de la rente dans le capitalisme contemporain, la question qui se pose est de savoir quel est le nouveau rôle joué par la rente non seulement au niveau de la sphère de la répartition mais aussi dans l'expropriation du commun et la régulation du rapport capital-travail ? Pour répondre à cette question, il faut souligner un point théorique et historique essentiel, celui de la contradiction, sinon de l'antagonisme véritable, qui existe entre, d'une part, la logique du capitalisme cognitif, et, d'autre part, la dynamique de création et d'émancipation collective qui, au préalable, a été à l'origine de l'essor d'une économie fondée sur le rôle moteur et la diffusion du savoir.

A notre sens, le facteur principal et originel de la mutation actuelle du capitalisme ne se trouve ni dans la financiarisation ni dans la révolution informationnelle, mais dans deux phénomènes au cœur de la crise sociale du rapport salarial fordiste :

– premièrement, dans la constitution d'une intellectualité diffuse engendrée notamment par le développement de la scolarisation de masse et la hausse du niveau moyen de formation. C'est cette nouvelle qualité de la force de travail qui a conduit au retour en force de la dimension cognitive et intellectuelle du travail que le capitalisme industriel avait sans cesse essayé de nier. Il faut insister à cet égard sur un point crucial contre toute tentation d'une lecture en termes de déterminisme technologique. Les NTIC ont sans doute permis une baisse formidable des coûts de transmission de l'information (ou des connaissances codifiées) et favorisé le développement d'une économie de réseaux. Cependant, l'information, sans la mobilisation des facultés intellectuelles des travailleurs qui interprètent et élaborent ces flux d'information pour produire et créer de nouvelles connaissances demeure une ressource improductive, comme le serait le capital sans le travail.

– deuxièmement, dans les conflits sociaux qui ont conduit à l'expansion du salaire socialisé et des services collectifs du *Welfare* en posant certains jalons d'une logique de la production et d'un *commun* s'extériorisant par rapport à la logique du capital. Cette dynamique a souvent été interprétée comme un simple facteur de crise du fordisme lié à la hausse du coût social de reproduction sociale de la force de

travail. En revanche, nous pouvons affirmer qu'elle a joué un rôle déterminant dans l'essor d'une économie fondée sur le savoir, et ce pour deux raisons principales¹² :

a) la première raison est que, contrairement à une idée répandue, les conditions sociales et les véritables secteurs moteurs d'une économie fondée sur la connaissance ne se trouvent pas dans les laboratoires privés de R&D, mais, au contraire, dans les institutions et les productions collectives du *Welfare State* (santé, éducation, recherche publique et universitaire, etc.) ;

b) la seconde est que l'expansion du *salaire socialisé* (retraites, indemnités de chômage, etc.) a permis une atténuation de la contrainte au rapport salarial et l'accès à une mobilité choisie entre différentes formes de travail et d'activité (même si elle tend aujourd'hui à être de plus en plus remise en cause). En somme, l'expansion du salaire socialisé a correspondu à une libération du temps (soustrait au capital) qui, du point de vue du développement d'une économie fondée sur le savoir, se présente comme une force productive immédiate.

Finalement, on peut affirmer que les conditions de l'essor d'une économie fondée sur la diffusion et le rôle moteur du savoir se trouvent dans la puissance du travail vivant. Ces conditions précèdent et s'opposent, tant d'un point de vue logique qu'historique, à l'avènement du capitalisme cognitif. Ce dernier est en grande partie le résultat du processus de restructuration par lequel le capital a essayé de reprendre le contrôle et d'étouffer le potentiel d'émancipation inscrit, dans l'essor d'une intellectualité diffuse et d'une économie fondée sur le rôle moteur du savoir.

Ce processus de restructuration s'appuie sur un nouveau processus de désocialisation de l'économie, une nouvelle phase d'accumulation primitive du capital. Il se développe selon une logique qui vise quatre objectifs essentiels, et ce malgré leur caractère contradictoire avec les conditions sociales et institutionnelles qui permettraient une gestion efficace de l'économie de la connaissance.

Premier objectif : adapter les formes de captation de la valeur à une situation où la dimension cognitive et intellectuelle du travail devient dominante. Ainsi, la financiarisation n'est pas seulement le produit d'un changement des rapports de force entre gestionnaires et actionnaires, mais résulte en grande partie d'un changement endogène de la logique de valorisation des grands groupes industriels. Tout se passe comme si au mouvement d'autonomisation de la coopération du travail correspondait un mouvement parallèle d'autonomisation du capital sous la forme abstraite, éminemment flexible et mobile du capital-argent.

Deuxième objectif : élargir la sphère marchande en colonisant progressivement les biens communs représentés par le savoir et le vivant, et cela notamment grâce à un renforcement des Droits de propriété intellectuels. En fait, dans la mesure où les coûts marginaux de production d'un grand nombre de biens intensifs en connaissances sont pratiquement nuls, ces biens devraient être cédés quasi gratuitement. Nous avons là, l'une des manifestations majeures de la crise de la loi

12. Sur ce point voir aussi l'article de Monnier et Vercellone dans ce numéro.

de la valeur. Dans ce cadre, l'enjeu clé pour le capital devient la mise en place d'un système de droit de propriété permettant de construire artificiellement une rareté des ressources et des rentes de positions, et cela par une logique qui, dans la plupart de cas, se traduit en un frein au processus de circulation et de production de connaissances. Nous avons là aussi une situation qui contredit les principes mêmes sur lesquels les pères fondateurs du libéralisme économique ont justifié la propriété comme un instrument de lutte contre la rareté. Désormais, c'est la création de la propriété qui fait apparaître la rareté. Il s'agit de ce que Marx qualifierait d'une stratégie visant à maintenir de manière forcée la primauté de la valeur d'échange contre la richesse qui dépend de l'abondance, de la valeur d'usage et donc de la gratuité.

Troisième objectif : déstabiliser les institutions du *Welfare* et accentuer la précarité du rapport salarial, car le renforcement de la contrainte économique au salariat devient une condition essentielles du contrôle et de la mise au travail d'une force de travail de plus en plus autonome au niveau de la sphère de production. C'est l'une des manifestations de la crise de la subsomption réelle. Dans ce cas aussi, le processus de désocialisation de l'économie est allé de pair avec le développement de la rente. Il suffit de songer à la manière dont la privatisation de la dette publique, avec le passage brusque d'une politique de taux d'intérêts faibles ou négatifs à des taux d'intérêts positifs, a favorisé un formidable transfert de revenus des débiteurs aux créanciers, du salaire social aux détenteurs des titres de la dette publique. En même temps, elle a permis d'exercer une formidable pression afin de réduire le poids des dépenses du *Welfare* en donnant à sa crise les semblants d'une crise économique et financière objective, liée à manque structurel de ressources.

Quatrième objectif : rompre l'unité de la figure productive de l'intellectualité diffuse et du travailleur collectif du *general intellect* en déterminant une segmentation artificielle entre deux composantes de la force de travail. Dans ce modèle dualiste, un premier secteur concentre l'élite du travail intellectuel spécialisé dans les activités les plus rentables de l'économie de la connaissance, notamment les services financiers aux entreprises et les activités de recherche orientées vers l'obtention de brevets. Ce secteur de la force travail voit ses compétences reconnues et sa rémunération intègre de plus en plus une participation aux dividendes du capital financier ainsi que les avantages liés à des formes de protection liées à un système de fonds de pension et d'assurance maladie privés. Le second secteur, en revanche, concentre une main-d'œuvre dont les qualifications ne sont pas reconnues. Les travailleurs de cette catégorie finissent donc par subir un phénomène de « déclassement », c'est-à-dire une dévalorisation des conditions de rémunération et d'emploi par rapport aux savoirs et aux compétences effectivement mises en œuvre dans leur activité professionnelle. Ce secteur devrait non seulement assurer les fonctions néo-tayloristes des secteurs traditionnels et des nouveaux services standardisés, mais aussi et surtout les emplois les plus précaires de la nouvelle division cognitive du travail.

Notons enfin que cette segmentation artificielle du marché du travail et des inégalités dans la distribution du revenu¹³ (liée à ce qu'on pourrait qualifier de rente salariale) constitue aussi un puissant mécanisme de segmentation territoriale et métropolitaine de la force de travail qui a des relations étroites avec la question devenue cruciale de la rente immobilière.

4. Conclusion

Trois enseignements majeurs peuvent être retenus de cette analyse de la nouvelle articulation salaire/rente et profit :

1) Dans le capitalisme cognitif nous assistons à un effritement des frontières entre rente et profit qui correspond en grande partie à la réalisation des tendances identifiées par Marx dans le Livre III du *Capital* et l'hypothèse du *general intellect*.

2) Dans ce cadre, le rôle de la rente n'est pas seulement une modalité de prélèvement de la richesse créée par le travail, mais constitue aussi, de manière inextricable, un mécanisme de désocialisation du commun et de segmentation politique, spatiale et socio-économique de la force de travail.

3) Le retour en force de la rente va de pair, dans le capitalisme cognitif, avec un déplacement du concept de travail productif et donc du salaire qui devrait intégrer l'ensemble des temps sociaux qui participent à la création de la plus-value captée par le capital. Dans ce cadre la proposition d'un *Revenu Social Garanti* prend tout son sens et cela à un double niveau¹⁴ : d'une part, dans les modalités même de son financement, il correspondrait à une logique de réappropriation de la rente du capital ; d'autre part, du point de vue du développement d'une économie fondée sur la connaissance, il se présenterait comme étant à la fois un investissement collectif de la société dans le savoir et un revenu primaire pour les individus, c'est-à-dire un salaire social issu *directement* de la production.

13. Comme le note Piketty (2004), aux Etats-Unis, contrairement aux analyses qui s'efforcent d'expliquer cet approfondissement des inégalités, à travers la théorie du capital humain, sur une base objective, nous pouvons remarquer le fait suivant : environ 60 % de l'augmentation totale de l'inégalité des salaires qui se développe depuis 30 ans s'est produite à l'intérieur de groupes de salariés qui ont tous les mêmes caractéristiques observables : même niveau d'éducation, même durée d'expérience professionnelle, même âge. Ce caractère artificiel de la croissance des inégalités peut être constaté aussi en France et en Italie, même si dans ces cas, la précarisation des conditions de rémunérations et d'emploi s'est davantage concentrée sur une composante de la force de travail : les jeunes et les femmes.

14. Sur la caractérisation et les modalités d'instauration d'un revenu social garanti, cf. Vercellone (2006a) et Monnier et Vercellone (2006).

5. Bibliographie

- Boutillier S. et Uzundis D., *L'entrepreneur. Une analyse socio-économique*, Economica, 1995.
- Chavanche B., *Marx et le capitalisme*, Nathan, 1996.
- Chesnais F., *La mondialisation du capital*, Syros, 1994.
- Chevalier J. M., *L'économie industrielle en question*, Calmann-Levy, 1977.
- Clark J.B., *The Distribution of Wealth. A Theory of Wages, Interest and Profit*, 1899, rééd. New York, Kelley, 1965.
- Guibert B., « Le capital symbolique. Généalogie sartrienne d'un concept marxien », *Economie et Société*, Oeconomia, Série « Philosophie Epistémologie » (PE), n° 11, Paris, 1988.
- Hoang-Ngoc L. et Tinel B., « La régulation du nouveau capitalisme : analyses positives et recommandations normatives comparées », *Cahiers de la MSE*, 2003.115, 2003.
- Keynes J. M., *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, 1968.
- Lebert D., Vercellone C., « L'économie de la connaissance et de l'immatériel entre théorie et histoire : du capitalisme industriel au capitalisme cognitif », *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n° 43-44, 2004, p. 17-39.
- Marshall A., *Principes d'économie politique*, Tome II, Gordon & Breach, 1971.
- Marx K., *Misère de la Philosophie*, in *Œuvres, Economie*, Tome I, La Pléiade, 1963a.
- Marx K., *Le Capital, Livre I*, in *Œuvres, Economie*, Tome I, La Pléiade, 1963b.
- Marx, K., *Le Capital, Livres II et III*, in *Œuvres, Economie*, Tome II, La Pléiade, 1968.
- Marx K., *Théories sur la Plus-value*, Tome II, Editions Sociales, 1975.
- Marx K., *Grundrisse*, Tome II, Editions Sociales, 1980.
- Monnier J.-M., Vercellone C., « Travail et protection sociale à l'âge du capitalisme cognitif : La proposition de revenu social garanti », *Travailler pour être intégré ? Mutations des relations entre emploi et protection sociale*, Dang A.-T., Outin J.-L. et Zajdela H. (ed.), Editions du CNRS, Paris, 2006, p. 199-217.
- Napoleoni C., *Dizionario di economia politica*, Edizioni di Comunità, 1956.
- Napoleoni C., *Lezioni su Capitolo sesto inedito di Marx*, Boringhieri, 1972.
- Piketty T.H., *L'économie des inégalités*, La Découverte, 2004.
- Polanyi K., *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, éd. Gallimard, Paris, 1983.
- Valier J., *Brève histoire de la pensée économique*, Flammarion, 2005.
- Vercellone C., « Division internationale du travail, propriété intellectuelle et développement à l'heure du capitalisme cognitif », *Géographie, Economie, Société*, vol. 6, 2004, p. 359-381.

Vercellone C. (ed), *Capitalismo cognitivo*, Manifestolibri, 2006.

Vercellone C., «Mutazione del concetto di lavoro produttivo e nuove norme di distribuzione», *Capitalismo cognitivo. Conoscenza e finanza nell'epoca postfordista*, Roma in Vercellone C. (dir), Manifestolibri, 2006a, p. 189-236.

Vercellone C., “From Formal Subsumption to General Intellect: Elements for a Marxist Reading of the Thesis of Cognitive Capitalism”, *Historical Materialism*, vol. 15, Number 1, 2007, p. 13-36.